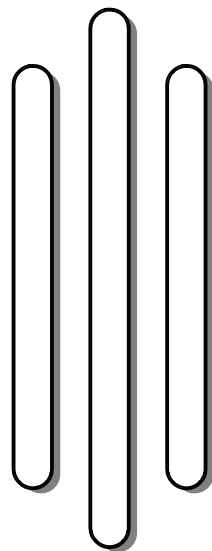




***LES CONSEQUENCES A MOYEN TERME
DES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001
SUR LA STRATEGIE ET LA POSTURE
AMERICAINE***

Mémoire de géopolitique
du Capitaine de corvette Harjo SUSMORO
dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique des Etats-Unis"



Directeur :
Monsieur Etienne de DURAND

Avril 20

LES CONSEQUENCES A MOYEN TERME DES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001 SUR LA STRATEGIE ET LA POSTURE AMERICAINE

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001

Que pensent les Américains sur les attentats du 11 septembre ?

L'hyper fragilité de l'hyper puissance

Les conséquences sur les pays arabes

DEUXIEME PARTIE : LA GUERRES CONTEMPORAINE

La future conduite de la guerre

" Terrorisme ", la nouvelle et future menace

La guerre du terrorisme international

TROISIEME PARTIE : LA CULTURE POLITIQUE ET STRATEGIQUE, LA SECURITE NATIONALE DES ETATS-UNIS

La culture politique de défense des Etats-Unis

La culture stratégique des Etats-Unis

La sécurité nationale des États-Unis

QUATRIEME PARTIE : LA STRATEGIE ET LA POSTURE AMERICAINE

La stratégie américaine

La posture américaine à moyen terme

Le redressement des budgets militaires

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

La guerre mondiale contre le terrorisme est entrée dans sa deuxième année. Elle a été déclenchée le 12 septembre 2001 par le président George W. Bush en réplique, aussi déterminée qu'incompréhensible, à une action terroriste d'une audace et d'une envergure sans précédent, conçue, planifiée et exécutée par des terroristes. Analysant l'événement à chaud, que la réaction du gouvernement américaine – « Nous entreprenons une guerre mondiale contre le terrorisme ; ceux qui ne sont pas avec nous sont avec les terroristes ! » était inadéquate et conduisait l'Amérique – et le monde – vers une non-solution.

Pourquoi l'Amérique a-t-elle donné d'emblée à sa réaction la dimension d'une guerre mondiale ? Parce que l'attaque inouïe du 11 septembre a en fait transformé le terrorisme et révélé des terroristes d'un type nouveau. Parce qu'elle a frappé non pas une caserne ou une ambassade, mais les deux capitales mêmes, réputées hors de portée de tout agresseur, de la première puissance mondiale. Parce qu'elle a tué, en un jour, à New York et Washington, (presque) autant d'hommes et de femmes que quarante années de terrorisme dans le monde¹

L'Amérique a découvert qu'elle était vulnérable, et elle en a été effarée ; non préparé à ce type de menace, sa direction a paniqué pendant plusieurs heures puis, s'étant ressaisi, a eu honte d'elle-même et s'est juré de ne plus jamais se retrouver dans une situation aussi cauchemardesque.

Que faire la guerre ? Contre qui ? Contre les terroristes où qu'ils soient, vivants ou à naître, contre ceux qui les abritent ou les aident, contre toute menace réelle ou imaginaire, existante ou potentielle, contre tous ceux qui ne nous aiment pas, etc. Et c'est ainsi qu'en moins d'un an la guerre contre le terrorisme est devenue l'axe principal et même dominant de la politique intérieure et extérieure américaine.

Il convient donc en première temps d'analyser : les attentats du 11 septembre 2001. Que pensent les Américains sur les attentats du 11 septembre ?, quelle leçon peuvent-ils tirer de cet événement et quels sont les conséquences sur les pays arabes. Et dans deuxième temps d'une guerre contemporaine : La future conduite de la guerre, " Terrorisme ", la

¹ Selon le département d'Etat américain, qui a fait procéder au dénombrement entre 1961 et la fin 2001, l'ensemble des actes terroristes ont fait 7324 tués, dont les 3011 de New York et de Washington.

nouvelle et future menace, La guerre du terrorisme international. Avant de définir la stratégie et la posture américaine en fin, dans troisième temps nous parlerons la culture politique, la culture stratégique et la sécurité nationale des États-Unis.

PREMIERE PARTIE
LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001

1.1 QUE PENSENT LES AMERICAINS DES ATTENTAS DU 11 SEPTEMBRE ?

Les États-Unis sont depuis longtemps favorables à une réaction anticipée lorsqu'il s'agit de répondre à une menace caractérisée visant la sécurité nationale. Plus grave est la menace, plus le risque de l'inaction est grand – et plus il est important de prendre des mesures préventives pour assurer leur défense, même si des doutes subsistent sur le moment et l'endroit de l'attaque ennemie. Pour empêcher ou prévenir que de tels actes ne soient perpétrés, les États-Unis se réservent la possibilité, le cas échéant, d'agir par anticipation. Les raisons de leur actions seront claires, leur ampleur mesurée et leur cause juste.

L'événement du 11 septembre, vise directement l'esprit public américain émotif et très réactif, semblable à un effet d'un missile chimique non-bio non-nucléaire balistique, très limité dans la puissance destructive mais à très forte à une humaine. Il atteint le cœur d'une nation enrichie, les Etats-Unis et la réaction de l'événement doit rendre d'un effet de frappe contre un ennemi. Il faut donc utiliser la force, la puissance militaire contre l'ennemi.

Dans un premier temps la cible a été constituée par quelque hommes. La question : Est-ce que les États-Unis voulaient-t-ils prouver au monde leur force pour décourager de futurs contrevenants ou terroristes ? Pour employer la puissance militaire contre cette petite faction, une confrontation bien équilibrée et pour gagner la majorité opinions, la cible doit être exagérée dans la taille et le danger, sur différents aspects. C'est la condition préalable pour intervenir en Afghanistan, pays jugé responsable du soutien du terrorisme, ainsi en Irak.

1.2 L'HYPERFRAGILITE ET L'HYPERPUISSANCE

Le 11 septembre 2001, nous sommes entrés dans un nouveau monde aussi sûrement que nous l'avions fait le 9 novembre 1989. La chute du mur de Berlin avait mis fin à la guerre froide et à la compétition Est-Ouest ; la guerre postmoderne dont nous avons eu la terrible démonstration à New York et à Washington ouvre la porte à une nouvelle confrontation, plus meurtrière et plus complexe.

Les leçons que l'on peut tirer de ces opérations de guerre sont nombreuses. L'Amérique est bien plus vulnérable que l'on ne pouvait le penser, l'Occident beaucoup plus solidaire et le monde toujours plus fragmenté. Face à l'hyper terrorisme, l'hyper puissance américaine s'est révélé hyper fragile. La mondialisation joue dans les deux sens. Elle ouvre les frontières " aux biens " comme au mal. Continent en partie autiste au reste du monde, l'Amérique était plus vulnérable parce qu'elle se pensait plus protégée. Comment les Américains aurait-ils pu percer les réseaux d'un ennemi dont ils connaissaient mal jusqu'à leur langue. L'effondrement sur elles-mêmes des deux tours du World Trade Center a été la plus parfaite et tragique illustration d'une Amérique " géant aux pieds d'argile ". L'inadéquation entre le rêve américain " se protéger du monde " et les moyens pour le faire le projet de bouclier antimissile est flagrante. A l'heure de la mondialisation, à quoi bon se protéger dans l'espace stellaire si l'espace aérien demeure terriblement vulnérable.

Les terroristes ont remporté une bataille, ils ne peuvent que perdre la guerre. Il ne pourrait en être autrement que si nous cessions d'être, à cause d'eux, ce que nous sommes, c'est-à-dire des sociétés libres, tolérantes et ouvertes. Le défi du nouvel " nouvel ordre international " est de concilier la nécessaire défense contre l'hyper terrorisme avec la protection de l'état de droit et de la démocratie. Pour l'Amérique, plus de protection ne peut provenir d'un comportement néo-isolationniste. L'inverse est vrai. Plus de protection doit se traduire par plus d'engagement dans les affaires du monde, mais d'un monde qu'il sera nécessaire de mieux analyser et de mieux comprendre.

1.2.1 LES LEÇONS DE LA VULNERABILITE

Les hommes préfèrent guérir que prévenir. Au début du XX^e siècle, les dangers du grisou étaient bien connus, mais il a fallu la catastrophe de Courrières en 1906, avec ses 1200 victimes, pour que l'on se décide enfin à prendre les mesures qui s'imposaient. Le scénario d'avions se jetant sur les tours du World Trade Center était archi-connu et étudié, comme bien d'autres actions terroristes potentielles, telles que l'explosion dans un grand port d'un bateau chargé d'armes chimiques. Il est tragique et en apparence paradoxale qu'à une époque où l'on parle tant de guerres chirurgicales, de principe de précaution ou de risque zéro, les auteurs de l'attaque du 11 septembre aient réussi à déjouer la totalité des systèmes de sécurité américains.

Une conséquence fondamentale et positive de ces événements est que nos sociétés vont s'organiser sérieusement pour prévenir le terrorisme. Dans l'immédiat cependant, le

gouvernement américain, poussé par une population qui réclame vengeance, ne peut pas ne pas mener des représailles contre les organisateurs des attaques et contre leurs complices. On espère qu'il le fera avec discrimination, de manière à ne pas augmenter encore le sentiment diffus d'hostilité à l'égard des États-Unis, fort répandu dans une partie de la planète, et à éviter d'accroître ainsi le vivier des kamikazes. Les perceptions sont souvent incompatibles : un Américain et un Pakistanais, par exemple, ont chacun leur conception de l'injustice.

Le travail de prévention commence chez soi. Il ne suffit évidemment pas d'améliorer les contrôles techniques dans les aéroports ou ailleurs. Les traditions américaines en matière de libertés publiques sont extraordinairement permissives : pas de cartes d'identité, droit de détenir des armes, droit d'association pratiquement illimitée (cf. le débat sur les sectes), etc. Toujours au nom de la liberté, les États-Unis ont freiné, récemment encore, la lutte contre le blanchiment de l'argent et les paradis fiscaux. Ils s'opposent à toute restriction sur l'internet. On sait maintenant que les exécutants des attaques du 11 septembre, très intégrés dans la société américaine, ont bénéficié de protections légales surprenantes. Imagine t-on en France qu'une personne dont l'identité ne serait pas connue, puisse être acceptée dans une école de pilotage moyennant le versement en espèces d'une somme de l'ordre de 800 000 francs ?

Les États-Unis, et l'ensemble des pays démocratiques, vont devoir trouver un nouvel équilibre entre les exigences de la liberté et celles de la sécurité. Plus encore, il faut renforcer considérablement les structures de coopération entre ces pays en matière de justice et de police, qui se heurtent à d'innombrables résistances, y compris à l'intérieur de l'Union européenne. Il faudra accepter de réguler les flux d'informations (Internet). Le simple énoncé de ces exigences montre qu'il y a là un travail de longue haleine, tant il est vrai qu'une fois les émotions retombées les habitudes, bonnes ou mauvaises, reprennent le dessus.

Le second niveau de prévention est la politique internationale au sens propre. Contrairement à ce qui se dit trop souvent, la mondialisation n'implique pas la disparition des États, mais leur reconfiguration. Les continents sont divisés en États caractérisés, du point de vue juridique, par la combinaison d'un territoire, d'une population et d'un gouvernement. Un gouvernement est, par définition, responsable de celles des activités déployées sur son territoire qui engagent l'État en tant qu'unité politique. De ce point de vue, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN (dans le cadre de l'article 5 du traité) sont

effectivement fondés à à considérer l'Afghanistan comme un agresseur dans la mesure où Oussama Ben Laden, protégé du régime taliban, est bien le cerveau et le financier des attaques du 11 septembre.

Ainsi, une alliance s'étendant au-delà des démocraties enracinées dans l'histoire, et ayant des implications parfois contradictoires avec leurs propres principes, est-elle probable. Il ne faudrait cependant pas que cette alliance apparaisse dirigée contre l'Islam en général. Or le danger existe. Au lendemain de l'attaque suicide on a vu, aux États-Unis même, des réactions racistes contraires à la tradition américaine. Certains commentateurs, américains et européens, ont rapidement enfourché le thème du " choc des civilisations " et de la croisade du Bien contre le Mal ². Il faut prendre garde aux prophéties auto-réalisatrices. Confondre les Musulmans dans un même opprobre, c'est les unifier dans un même sentiment de djihad, au risque de déstabiliser des états modérés comme l'Égypte, la Jordanie ou le Maroc.

Dans une perspective à long terme, seule une politique américaine plus juste que dans le passé (au double sens de la justice et de la justesse) pourra apaiser les modes d'interaction entre les deux grandes aires culturelles du judéo-christianisme et de l'Islam. L'Amérique se grandirait encore en marquant immédiatement sa détermination à travailler dans ce sens. L'Amérique, qui se sait désormais vulnérable comme les autres, doit apprendre à mieux les écouter, au lieu de s'en tenir, certes de bonne foi, à postuler l'universalité de ses propres valeurs.

Comme toujours, l'interférence des événements oriente le cours de l'histoire. L'une des questions qui se posent aujourd'hui porte sur la conjoncture économique. Du point de vue de l'économie réelle, les destructions du 11 septembre sont réparables. Du point de vue symbolique aussi, car le quartier du World Trade Center sera reconstruit. Dans l'immédiat, le plus grand danger pesant sur l'économie américaine et mondiale est un conflit qui ferait exploser le prix du pétrole. Ce serait alors, à coup sûr, la récession. Il y a aussi le risque d'une dépression psychologique s'exprimant par une chute de la consommation aux États-Unis. Mais les Américains ont un ressort extraordinaire – ils sont en train de le montrer une fois de plus et cette hypothèse n'est pas la plus vraisemblable.

² De Reagan à G.W. Bush, L'ennemi des États-Unis est présenté comme l'empire du Mal : «Ce sera un combat monumental du Bien contre le Mal. Mais le Bien l'empotrtera.» (G.W. Bush, 12 septembre 2001).

Quoi qu'il en soit, en calibrant ses actions, la Maison Blanche doit aussi intégrer la dimension économique. Quant en Europe, qui a heureusement marqué sans fausse note sa solidarité, il lui appartient de faire entendre à son grand allié une voix d'amitié mais aussi de sagesse.

1.2.2 EXPLORER LE VULNERABILITE D'UNE NATION

La réaction des États-Unis reflète clairement l'efficacité de l'événement de 11 septembre, et a fait réagir avec une forte réaction non publique des médias, et non la déclaration de l'acte de guerre comme le reste. Cette période curative, associée à la mémoire courte du public, l'événement montre son efficacité face à la force des États-Unis, et expose le côté faible des États-Unis dans le monde. Mais le genre de réaction publique froide et de négation passive des problèmes est une méthode employée par des socialistes ou des régimes du communiste; un capitaliste démocratique par aucune circonstance n'adopterait jamais ce genre d'approche.

Liberté de pression : l'engagement de président exige des réactions vigilantes mais pas nécessairement rapides à l'événement, visant à satisfaire le public, en absorbant leur colère, tout en gardant leur appui pour les dépenses concernant la vulnérabilité de la nation. Ceci a pu être une aspiration mortelle d'une démocratie et l'une liberté d'expression.

1.3 LES CONSEQUENCES SUR LES PAYS ARABES.

Les attentats terroristes du 11 septembre à New York et Washington placent le monde arabe dans une situation nouvelle. Le « pacte de stabilité » régional, mis en place par les accords de Camp David (1979), n'est plus guère adapté à une région où le fossé entre les élites et la population semble s'être creusé de manière irréversible. Les États-Unis, alliés d'Israël et de l'Arabie Saoudite, et menacés directement par une mouvance terroriste issue du wahhabisme saoudien, doivent aujourd'hui redéfinir leur politique dans la région.

Il ne fait pas bon être arabe depuis le 11 septembre, aux États-Unis comme au Moyen-Orient. Les kamikazes n'étaient ni afghans, ni tchéchènes, ni indonésiens. Tous étaient arabes, plus précisément moyen-orientaux. Les mots de sympathie des dirigeants arabes à l'endroit des victimes du World Trade Center n'ont pas suffi à dissiper le malaise provoqué par ce simple constat.

Premier pays mis à l'index, l'Arabie saoudite. Allié traditionnel des États-Unis dans la région, le royaume wahhabite passe désormais pour le berceau du « Mal » : Quinze des dix-neuf kamikazes étaient saoudiens. Mieux, Oussama Ben Laden lui-même est un produit à la fois des services secrets du royaume et de l'idéologie wahhabite, source de légitimité de la dynastie régnante. Des contradictions dont Washington a su s'accommoder pour des motifs liés à ses besoins pétroliers (l'Arabie saoudite est son premier fournisseur), mais pas les parents des victimes. Et ce que redoutait Riyad est arrivé : une plainte visant des membres de la famille royale a été déposée, le 15 août 2002, par cinq cents proches de victimes ou survivants des attentats.

Autre pays, c'est Syrie. Malgré les renseignements de première main qu'elle a livrés à Washington³, la Syrie figure toujours sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme. Son opposition à une intervention militaire en Irak lui-même valu des menaces de sanctions. Un projet de loi, qui sera examiné courant septembre par le congrès, prévoit en effet une suspension des investissements américains en Syrie et un refroidissement des relations diplomatiques si Bachars n'obtempère pas au sujet des « organisations terroristes » qu'il protège.

L'autre grand perdant des attentats du 11 septembre est Yasser Arafat. La nécessité, pour le président américain, de rallier les États arabes pour mener à bien sa « guerre totale contre le terrorisme » aurait pu donner lieu à une redistribution des cartes dans le conflit israélo-palestinien. Mais Arafat n'a pas su – ou pu – saisir la balle au bond. Les explosions de violence qui ont systématiquement accompagné la venue d'envoyés américains dans la région et, plus encore, la multiplication des attentats suicide en Israël ont achevé de discréditer la cause palestinienne aux yeux de Washington. En revanche, Ariel Sharon a su habilement exploiter la situation et faire passer Arafat pour le Ben Laden d'Israël.

Au Moyen-Orient, ce sont finalement les islamistes modérés qui ont le plus pâti des événements du 11 septembre. Ceux qui prônent le changement politique non par l'action violente – condamnant sans ambiguïté les attaques contre New York et le Pentagone –, mais par la participation légale au jeu politique national se sont retrouvés marginalisés dans des sociétés radicalisées par la tragédie palestinienne et par la sur réaction américaine aux attentats. Pour le plus grand profit des extrémistes islamistes.

³ J.A.I. n° 2173

DEUXIEME PARTIE

LA GUERRE CONTEMPORAINE

2.1 LA FUTURE CONDUITE DE LA GUERRE

L'aspect discrétionnaire des opérations militaires occidentales vient à un moment où sa supériorité militaire conventionnelle est hors de controverse. Les États-Unis, avec ou sans ses alliés principaux, peuvent prendre tous les conflits. Il y a des raisons de supposer que ces possibilités se développeront. L'application efficace de la force conventionnelle est de plus en plus influencée par la capacité de se rassembler, transmettre, et interpréter l'information, qui est " guerre de l'information ", et ceci est un secteur dans lequel les États-Unis excellent. Par conséquent, la proclamation d'une " révolution dans des affaires militaires " ces promesses la livraison élégante des armes " avec juste la bonne quantité de létalité " contre les cibles choisies valides, presque sans contraintes de la distance, du climat, ou du terrain. Dans quelques cas, il y a une excitation sur l'idée que la technologie de l'information a mené aux nouvelles formes de guerre " guerre de l'information " qui perturbe essentiellement l'économie et le social, aussi bien que les militaires, en attaquant des fonctions, en reformant, en réinventant et en réorientant l'écoulements de l'information. Une vision d'une guerre sans victime et virtuelle se développe, appropriée à un âge héroïque où des accidents arrivent de tous les côtés.

Le principal besoin est de considérer de futures possibilités militaires à liées champs dans lesquels ils sont susceptibles d'être employées. Il devient de plus en plus difficile de concevoir des scénarios pour des guerres principales impliquant les États-Unis qui sont susceptibles d'être décidés par une bataille conventionnelle. Avant la guerre du Golfe, quelques pays pourraient avoir été tentés pour s'essayer contre les forces américaines, et ceux-ci sont maintenant considérés avec le respect approprié.

En conséquence, il est réaliste que la réponse logique des adversaires à cette force conventionnelle ne doit pas combattre aux conditions occidentales mais compter sur des méthodes plus irrégulières. Ces aspects de l'ordre du jour de la sécurité internationale, adaptés vers les problèmes du terrorisme et la diffusion des armes de la destruction massive, de cette perspective sont compris en tant qu'éléments d'un effort décisif de l'Amérique dans la sphère conventionnelle, en contenant les possibilités de développement

d'armes non conventionnelles de guerre. Jusqu' à présent cet effort a échoué, l'enclenchement dans différents conflits est devenu plus dangereux, alors que ces conflits eux-mêmes prennent un aspect terrible. L'isolationnisme a argué du fait que la vulnérabilité américaine aux armes biologiques et aux attaques de terroriste pourrait mener les États-Unis à revenir en arrière dans de la participation dans quelques conflits étrangers.

Ainsi, cette prolifération nucléaire et la sécurité internationale ne sont pas nécessairement incompatibles et donnant l'effet stabilisateur de la dissuasion mutuelle. Peu sont confortables avec compter sur une telle proposition. Le souci avec ce résultat, et récemment avec de nouveaux types d'armes biologiques, est une matière sur laquelle l'opinion publique occidental peut être mobilisée. Les études Harvardienne sur la nécessité d'importer les conséquences de l'effondrement de la Union soviétique à son arsenal et équipements nucléaires - qui ont voulu rassembler la meilleure information possible, concevant des mesures réalisables, et soutenant l'intérêt pendant des années - ont fourni un modèle où les académiciens et les policymakers pourraient travailler ensemble efficacement.

Il y a également conscience dans la communauté de sécurité, gardant en mémoire la victoire rapide de la guerre du Golfe, du défi continu de mise en application des accords de Dayton sur la Bosnie et que l'idéal de l'activité militaire décisive, et de retourner à la maison avec des forces quasi intactes après un rapide combat victorieux, mais c'est l'exception plutôt que la règle. Les réponses des états faibles, peuvent impliquer des nations plus fortes restant embourbées sous divers formes pendant des périodes étendues dues à la guerre, et acceptant une certaine responsabilité dans la reconstruction d'une société civile et d'une économie de fonctionnement. Ce qui est arrivé à l'Afghanistan après le retrait des forces soviétiques, l'Afghanistan étant pendant une période sans économie et le fonctionnement se rectifiant par ses conflits internes et une puissance antérieure. On n'avait pas encore pensé au programme-cadre, les grandes puissances n'avait pas vu " la future importance géographique de ce pays " en tant qu'économie régionale, alors que des séparatistes parfois alliés des terroristes, a moissonné la situation en Afghanistan et employé comme menace " non conventionnelle " imprévue contre les États-Unis et ses alliés.

2.2 " TERRORISME ", LA NOUVELLE ET LA FUTURE MENACE

L'événement de 11 septembre, vise directement l'esprit public américain émotif et très réactif, semblable à un effet d'un missile chimique non bio non nucléaire balistique, très limité dans la puissance destructive mais à très fort impact humain, explorant les possibilités d'atteindre au cœur une nation enrichie. C'est un acte du nouveau type de terrorisme qui devient la nouvelle et future menace dans le monde, influencé par le phénomène de mondialisation et de développement technologique.

2.2.1 CARACTERISTIQUES DU TERRORISME TRADITIONNEL

Définir le terrorisme est un exercice difficile car indéniablement caractérisé par une certaine subjectivité. Qui verra dans tel acte une action monstrueuse sera contredit par l'autre qui n'y verra qu'héroïsme ou résistance ! Aussi, récusant par avance tout débat sur le bien ou le mal fondé des actes terroristes en fonction de leurs motivations, on cherchera plutôt à rechercher les caractéristiques structurelles du terrorisme traditionnel pour les confronter aux facteurs du changement supposé.

Ceci implique néanmoins de s'accorder sur un point de départ limité au plus petit dénominateur commun et purement factuel. On appellera donc « terrorisme » un acte de violence volontaire visant expressément la population civile d'un pays donné.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, trois formes principales de terrorisme se sont assez nettement distinguées :

- Le terrorisme d'origine externe, comme continuation de la politique étrangère ou de la guerre par d'autres moyens : ce fut le cas au Liban, en Palestine ou encore l'objet de l'action subversive soviétique,
- Le terrorisme de décolonisation ensuite, s'inscrivant dans une stratégie plus globale propre aux confrontations asymétriques et dont il n'est qu'un des moyens (guérilla, action psychologique, mobilisation des masses, etc.),
- Le terrorisme de contestation interne à un pays donné qui peut demeurer limité à l'action de groupuscules (Action directe, par exemple) ou s'inscrire dans un mouvement social capable dans certaines circonstances de prendre le pouvoir (illustré par les Bolchéviques en Russie).

Bien entendu, selon les circonstances, des connexions peuvent exister entre les trois types de terrorisme.

Les deux premiers cas résultent de situations conjoncturelles. Seul le premier semble susceptible d'intérêt dans l'hypothèse de l'émergence d'un futur « nouveau » terrorisme même si, statistiquement, il semble assez improbable depuis la disparition de l'Union soviétique. Le « sponsoring » d'Etats, qualifiés de terroristes par les États-Unis, par ailleurs, considérablement perdu de sa vigueur depuis cette date.

Le troisième cas semble plus riche pour appréhender les futures formes du terrorisme. Le terrorisme interne peut en effet déchaîner plus de violence et de radicalité en raison de la situation de rupture avec la société dans laquelle s'inscrivent les groupes agissant. Michel Wievorka qualifie ce terrorisme « d'antimouvement social », lequel se détermine par une identité exclusive, une opposition radicale désignant l'adversaire comme ennemi à abattre et une idéologie totalisante voire totalitaire, c'est-à-dire non compatible avec tout pluralisme politique.

Le terroriste se crée donc un espace schizophrène qui n'exclut pas une certaine rationalité dans les buts et les moyens de son action et qui diverge simplement de celle de la société dans laquelle il évolue. Cependant, ces rationalités parallèles n'excluent pas, selon les groupes et / ou les circonstances, la possibilité de négociations.

Pour Jean-Paul Charnay, le fait terroriste se définit comme irrationnel pour la société qui le subit, il constitue un recours ultime et une manifestation de violence non socialement intégrée, erratique, statistiquement non significative et à résonance multiple. En revanche pour le terroriste qui le commet, il est moralement justifié :

- Soit pour répondre à une violence de la société considérée comme supérieure à celle qui est commise et, par la même, intolérable ;
- Soit pour répondre à une situation politico-militaire jugée inacceptable (invasion, conflit d'intérêt impliquant en principe un acteur plus faible).

Il est également ciblé (en dépit du caractère hasardeux des victimes) car il vise en général des citoyens d'un pays donné et considérés comme associés à la responsabilité générale dudit pays cible.

Le terrorisme classique correspond donc à une forme de dialogue entre l'agresseur et l'agressé. Le dosage de l'agression est primordial dans le marchandage, puisque le

terroriste doit chercher jusqu'où il peut aller sans risquer de mettre en péril sa propre cause et obtenir la réalisation de ses objectifs. L'Etat visé, pour sa part, cherche un équilibre subtil entre la recherche et la destruction du terroriste et la négociation. Or, à priori, l'usage d'armes de destruction massive viendrait à dénaturer ce dialogue en devenant « statistiquement significatif ». Seul le chantage à l'usage de ces armes pourrait s'inscrire dans le modèle du terrorisme classique (chantage financier ou politique). En revanche, la recherche d'un effet de masse induirait certainement un changement radical de la nature profonde du terrorisme.

Cependant, le fait pour un groupe terroriste d'avoir sa propre rationalité et des revendications intelligibles n'implique pas une limitation de sa violence à priori, dans la mesure où les objectifs des terroristes ne sont pratiquement jamais atteints. La source de la protestation violente n'étant que très rarement éteinte, celle-ci n'a pas de raison de cesser, et plus le terroriste s'est coupé de la société dans laquelle il évolue, moins il peut en imaginer la fin. Aussi, pour Michel Wievorka, la plupart du temps, seule la violence publique exercée sans faille permet de réduire la violence des groupes terroristes, à moins qu'elle ne s'achève, plus rarement, par l'arrivée au pouvoir de ces derniers. Mais cet auteur voit la non limitation de cette violence plus dans une dimension horizontale, la durée, que dans une dimension verticale, l'effet de masse.

Quels seraient donc les éléments nouveaux qui pourraient, à l'aube du XXI^e siècle, conduire le terrorisme à franchir un seuil quantitatif dans l'exercice de la violence ?

2.2.2 TERRORISMES CONTEMPORAINS

Le terme de terrorisme, en Occident aujourd'hui, évoque surtout une agression extérieure destinée, par le truchement d'une violence souvent aveugle, à influencer sur la politique d'un État en provoquant des victimes civiles. D'autres cas de figure se manifestent, telle la secte millénariste japonaise Aum qui a commis un attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo (1995) et les milices d'extrême-droite américaines qui ont fait sauter le bâtiment fédéral d'Oklahoma City (1995). On se souvient également des groupuscules politiques des années soixante-dix : Brigades rouges italiennes, Rote Armee Fraktion ou Action Directe. On peut également citer des mouvements politiques comme l'IRA ou l'ETA, voire la dynamique mafieuse des organisations corses. Pourtant, les terrorismes ne se limitent pas à ces manifestations, la plupart transnationales, provoquant un nombre de victimes relativement modeste.

Ils concernent, d'une part, des mouvements ethniques ou religieux, souvent d'une épaisseur sociale non négligeable, qui utilisent la stratégie du sabotage ou de l'attentat (ciblé ou non) comme recours du faible au fort et, d'autre part, des politiques répressives d'État, la plupart non démocratiques et dont les capacités de rétorsion dépassent très largement celles des mouvements insurrectionnels ; en chiffre de victimes, la terreur d'État l'emporte presque toujours. Peut-être, à cet égard, l'Algérie constitue-t-elle une exception - encore qu'il soit difficile de déterminer avec certitude l'origine de certains de ces actes ; le GIA étêté et émiété - qui, contrairement aux apparences, est en perte de vitesse, cherche à s'imposer par un excès d'horreur dont une des conséquences est de susciter des réactions internationales. Mais le discrédit de ce mouvement va croissant dans le pays, ce qui est dans l'intérêt de l'État algérien même si celui-ci paraît ne pas assurer la sécurité des populations.

Quand au terme de terreur, faut-il rappeler qu'il trouve son origine lors de la Révolution française et que, si l'usage de la terreur est de terroriser, l'acte de terreur majeur du XX^{ème} siècle est probablement Hiroshima.

En marge de sectes aberrantes ou de groupuscules condamnés à rester des avant-gardes autoproclamés, le phénomène terroriste est essentiellement un phénomène politique où le faible exprime son refus de la domination du fort et de la violence exercée par l'État qui serait la seule légitime.

2.2.3 TERRORISME PAR ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

Les moyens liés au terrorisme non conventionnels nécessaires pour l'utilisation d'armes de destruction massive ont toujours été disponibles, mais ils étaient exclusivement détenus par les Etats. Est-ce alors la publicité faite aux armes de destruction massive lors de la guerre du Golfe, ou le fruit du développement technologique (accessibilité accrue des composants, banalisation des procédés, augmentation du niveau général des connaissances, etc.) qui pourrait pousser les terroristes à les utiliser ? Le phénomène de mondialisation a-t-il un impact sur cela ?

Avec la démultiplication de l'effet d'annonce engendrée par la mondialisation, un terroriste local peut bénéficier d'un retentissement mondial. L'accessibilité aux connaissances techniques permet désormais à tout groupe, étatique ou non, de profiter d'un savoir disponible, souvent considéré comme déclassifié par les nations occidentales, mais potentiellement dangereux lorsque celui-ci est détourné à des fins terroristes. Par ailleurs,

l'action des groupes pourrait être rendue moins visible grâce à la fragmentation des tâches et à une production délocalisée. En outre, la mondialisation des vecteurs de communications, et notamment des médias, contribue également à l'augmentation du risque terroriste dans la mesure où des populations défavorisées peuvent suivre l'activité mondiale via les chaînes satellitaires et assister à l'étalage d'une opulence dont elles se sentent définitivement exclues. Ces phénomènes d'exclusion se retrouvent pour chaque pays, tant au niveau interne, qu'externe. La coexistence de cet ensemble de facteurs rend désormais les sociétés avancées plus vulnérables que par le passé à des attaques terroristes d'envergure, et aussi plus réactives, avec une démultiplication prévisible de l'effet de panique. Les tragiques événements du 11 septembre 2001 sur le sol américain nous le rappellent.

2.3 LA GUERRE DU TERRORISME INTERNATIONAL

Nous entrons dans une situation de guerre. C'est la première guerre d'un genre nouveau : la guerre du terrorisme international à grande échelle. La comparaison avec Pearl Harbor paraissait dans un premier temps absurde. Mais en réalité, elle ne l'est pas. Seuls des services secrets qui ont les moyens qu'un État peut mettre à leur disposition, ont pu combiner de telles opérations. Il y a là le rôle d'un État ou tout au moins l'acceptation d'un État ou de ses services secrets. Les artisans du 11 septembre ont eu, en effet, l'impudence de réussir une opération hors norme. L'attaque a porté non sur les forces armées mais sur la société civile, sur ses symboles les plus voyants et surtout la où elle peut souffrir : la vulnérabilité économique.

2.3.1 CONFLIT DE CIVILISATION

Pour les États-Unis, c'est toute la conception autour du projet de bouclier antimissile qu'il faut revoir. Un tel projet paraît ridicule. Il faut à présent lutter contre le terrorisme, ce qui signifie des contrôles multipliés. Il y a eu la fin de la guerre froide et à présent nous entrons dans un nouveau monde. C'est une nouvelle étape. Ces événements changent la donne au Proche-Orient. Ils confirment ce qui ressort de la Conférence sur le racisme de Durban: un fossé entre l'Occident et certaines tendances islamistes s'est creusé. Quand les États-Unis sont attaqués, tous les pays occidentaux se sentent solidaires. L'Europe se trouve totalement à ses côtés: même vulnérabilité, mêmes intérêts. En comparaison, les différends transatlantiques n'ont plus de sens. Le conflit Est-Ouest que nous avons connu

dans un passé proche est remplacé par un conflit qui oppose les Occidentaux et le fondamentalisme islamique. On assiste à la radicalisation de certains mouvements. Le concept de " conflit de civilisation ", que Samuel Hutingon a inventé il y a sept ans, paraît légitime. Quant à Israël, il va peut-être sortir de son isolement dans un premier temps, mais il risque d'y replonger davantage si le terrorisme s'étend. Avec l'ampleur des révélations auxquelles il faut s'attendre, après ces attentats, on a du mal à ne pas voir la complicité de quelques pays du Moyen-Orient dont certains services secrets ont pu fournir de l'aide aux terroristes.

2.3.2 LE BUT EST-IL L'APRÈS EFFET ÉCONOMIQUE ?

Une réaction du 11Septembre par les fonctionnaires des États-Unis et les hommes d'affaires a le plus grand effet sur l'économie des États-Unis, citant la probabilité d'autres d'attaques sur des entreprises américaines ici et ailleurs, car les États-Unis font la guerre au terrorisme, le CEO du LLC global d'options, une principale firme en valeurs mobilières d'affaires, après l'événement de 11 septembre a publié un certain nombre d'étapes recommandées que les entreprises américaines devraient prendre immédiatement pour sauvegarder leurs employés et capitaux.

Neil C. Livingstone, Président et CEO des options globales basées à Washington a dit : « Les attaques la semaine dernière confirment la réalité dure que les Américains et l'Amérique que les équipements sont visés partout dans le monde les plans des États-Unis montent une guerre contre des terroristes, les entreprises américaines ont seulement une fenêtre limitée pour évaluer et traiter leurs risques nouveaux et accrus ».

« La crise est susceptible continuer pendant des semaines, des mois, probablement années. Les entreprises américaines doivent faire face à la probabilité d'un cycle d'escalade d'attaque et de revanche, et doivent se déplacer rapidement pour réduire au minimum les effets sur leurs propres affaires et l'économie américaine ».

Le dit Dr. Livingstone, un expert internationalement connu à propos du terrorisme, a dit que les plus grandes menaces de sécurité sont les intérêts des États-Unis dans un arc large des pays, s'étendant d'Afrique occidentale à travers le Moyen-Orient et en Indonésie, suivie de la probabilité des attaques sur des équipements Américains en Europe et Asie.

« Aux États-Unis, nous devrions prévoir et se protéger contre les genres de menaces qu'Israël a souffert pendant beaucoup d'années » « nous devons mettre au courant

chacun du plus grand risque de cellules de terroriste et des kamikazes secrets, en particulier dans les endroits publics où les grands groupes de personnes rassemblent, comme les postes et les équipements de transport. Et nous avons déjà vu des attaques une fois considérées impensables sur des entreprises des États-Unis et des installations gouvernementales."

TROISIEME PARTIE
LA CULTURE POLITIQUE ET STRATEGIQUE, LA SECURITE NATIONALE
DES ETATS-UNIS

3.1 LA CULTURE POLITIQUE DE DÉFENSE DES ETATS-UNIS

La politique de défense des États-Unis, telle qu'elle est aujourd'hui formulée et mise en oeuvre, apparaît déterminée par trois facteurs principaux.

Elle est tout d'abord directement inspirée des conceptions doctrinales de l'actuelle administration, forgées au cours de la dernière décennie dans les cercles républicains et déjà influentes, au cours des années passées, en particulier au sein du Congrès. Elle se caractérise par le rôle primordial accordé à la puissance militaire dans la conduite de la politique extérieure et par la volonté de réviser radicalement le cadre stratégique issu de la guerre froide. Cette révision passe par l'abandon d'accords ou de traités jugés obsolètes, mais surtout par une adaptation des forces armées aux nouvelles menaces, au premier rang desquelles figure la prolifération des armes de destruction massive. Parallèlement, l'outil militaire américain se doit de pouvoir garantir la sécurité nationale dans une large variété de cas de figure, grâce notamment à une supériorité technologique absolue.

Le deuxième facteur est bien entendu lié aux attaques du 11 septembre 2001 et aux exigences de la guerre dans laquelle les États-Unis sont désormais engagés contre le terrorisme et « l'axe du mal ». Parmi ces exigences, qui confirment et accentuent les orientations définies par le Président Georges W. Bush au cours de son début de mandat, la protection du territoire américain s'impose comme un impératif absolu, alors que les moyens militaires doivent être adaptés aux actions punitives ou préventives contre les organisations et les régimes menaçants.

Enfin, troisième facteur, des moyens financiers considérables sont dégagés au service de cette volonté politique. La priorité budgétaire accordée à la défense et la spectaculaire progression des crédits militaires envisagée pour les années à venir, permettront, si elles sont suivies d'effet, de mener un effort « tous azimuts » de renforcement des capacités offensives et défensives de l'appareil militaire américain.

Trois principaux aspects des mesures ont été pris pour ce sujet :

- Le cadre général de la politique de défense américaine, tel qu'il est notamment formulé dans deux documents d'orientation présentés par le Pentagone au cours des derniers mois : la Quadrennial Defense Review et la Nuclear Posture Review,
- La mise en oeuvre de la politique de défense elle-même au travers de la poursuite du programme de défense antimissile (Missile Defense), de la protection du territoire national dans le cadre de la « Homeland Defense » et des priorités retenues par un budget de défense en forte augmentation,
- Enfin, l'évolution des relations stratégiques que les États-Unis entretiennent avec deux grands partenaires : leur adversaire d'hier, la Russie, d'une part, et leurs alliés de l'OTAN d'autre part.

3.1.1 LA QUADRENNIAL DEFENSE REVIEW ET LA NUCLEAR POSTURE REVIEW

Quelques grandes caractéristiques des tendances actuelles de la politique de défense des États-Unis :

Tout d'abord, une priorité absolue est accordée à la protection du territoire national américain, dont la vulnérabilité a été dramatiquement démontrée le 11 septembre 2001. Cette priorité se traduit par de multiples développements, tant sur le plan civil, avec la mise en place d'un bureau pour la sécurité intérieure (Office for Homeland Security), prélude éventuel à un futur ministère de la sécurité intérieure, que sur le plan militaire, qu'il s'agisse de la relance du projet de défense antimissile (Missile Defense) ou de la réorganisation des grands commandements interarmées.

Deuxièmement, la délégation l'a constaté auprès de tous ses interlocuteurs- le sentiment que pèsent sur les États-Unis de nouvelles menaces, imprévisibles et multiformes, s'accompagne d'une polarisation sur les armes de destruction massive -nucléaires, bactériologiques, chimiques ou radiologiques- armes dont pourraient disposer certains États mal intentionnés ou des organisations terroristes. La prolifération de telles armes et la possibilité de les utiliser au moyen de missiles balistiques à longue portée constituent aujourd'hui incontestablement la préoccupation majeure, tant au sein de l'exécutif qu'au Congrès. Il s'agit là d'une différence de perception importante entre les États-Unis et les pays européens, bien que ces derniers soient, aux yeux des Américains, tout aussi

concernés, sinon davantage, du fait de leur proximité géographique avec les pays s'équipant de capacités balistiques.

Troisièmement, ces nouvelles menaces provoquent un déplacement des préoccupations stratégiques des États-Unis vers l'Asie au sens large, de l'Irak et l'Iran jusqu'à la Corée du Nord. Au-delà de ces trois pays constituant pour le Président Bush « l'axe du mal », la montée en puissance de la Chine, bien que rarement évoquée officiellement, reste un déterminant majeur de la politique américaine.

Enfin, de même que la menace soviétique avait inspiré la politique de défense des États-Unis tout au long de la guerre froide, c'est un nouveau défi qu'elle doit aujourd'hui relever, en apportant à l'outil militaire les transformations nécessaires. L'incertitude du nouveau contexte impose de se doter du plus large éventail possible de capacités permettant de réagir en toute circonstance avec l'assurance d'une suprématie absolue. Cette suprématie militaire américaine doit être préservée et accentuée, grâce à des équipements hautement sophistiqués, en particulier dans le domaine du renseignement, des communications et des capacités de frappe à longue distance avec des armements de précision. La politique d'équipement des forces ne vise rien moins qu'à garantir une invulnérabilité mise à mal le 11 septembre 2001.

Dans ce nouvel environnement, les États-Unis se veulent pragmatiques et réactifs, et ne s'interdisent a priori aucune option, y compris, semble-t-il, dans le domaine nucléaire. La puissance militaire américaine se veut dissuasive à l'encontre de tout ennemi potentiel. Si l'action militaire peut intervenir en riposte à une agression, la légitimité de l'action en premier, à titre préventif, est reconnue, en vue de désarmer des organisations ou des régimes menaçants. Comptant davantage sur leurs propres forces que sur les traités internationaux ou sur les alliances institutionnelles, les États-Unis entendent conserver les mains libres pour préserver leur sécurité.

3.1.2 UNE CONFIRMATION DES GRANDES LIGNES DE LA « TRANSFORMATION » DE L'OUTIL MILITAIRE AMÉRICAIN

Depuis 1993, la loi fédérale fait obligation à chaque administration en début de mandat d'établir un document de référence relatif à la stratégie de défense des États-Unis. Après les « revues » élaborées par l'administration démocrate en 1993 puis en 1997, la Quadrennial Defense Review (QDR) de septembre 2001 constituait donc le troisième exercice du genre et était particulièrement attendue, compte tenu de l'importance accordée

par le Président Georges W. Bush aux questions de défense et des ambitions réformatrices de ses conseillers.

La genèse de la Quadrennial Defense Review : un contexte profondément modifié par les attaques du 11 septembre 2001. La valeur et la portée de la Quadrennial Defense Review, présentée le 30 septembre 2001 au Congrès, ont été largement modifiées par les attaques terroristes survenues quelques jours plus tôt à New York et Washington. L'exercice s'était en effet engagé dans des conditions à bien des égards délicates pour le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld.

Convaincu de l'inadaptation au nouveau contexte géopolitique et aux nouvelles menaces de l'appareil militaire américain, trop marqué à ses yeux par l'héritage de la guerre froide, Donald Rumsfeld avait lancé dès son entrée en fonction une « revue stratégique » avec l'ambition de réviser radicalement l'outil de défense. Cette démarche s'est rapidement heurtée à de vives résistances au sein de l'institution militaire et du Congrès. Dans le contexte budgétaire du moment, elle impliquait une réduction du personnel des forces et l'abandon de certains programmes d'équipement, alors même que plusieurs points phares du programme républicain, comme la priorité accordée à une version beaucoup plus élaborée de la défense antimissile, ne faisaient pas l'unanimité.

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont profondément modifié le contexte politique dans lequel a été présenté la Quadrennial Defense Review.

En premier lieu, ces évènements tragiques ont pleinement confirmé les analyses relatives aux nouvelles menaces, en particulier aux menaces « asymétriques » liées au terrorisme ou aux armes biologiques et chimiques, et ils ont légitimé la nécessité de s'y adapter, comme ne cessait de le préconiser la nouvelle administration. Les premiers enseignements des attaques du 11 septembre ont été intégrés au document qui devait être présenté quelques jours plus tard. Loin d'en imposer la révision ou le remaniement, ils en ont au contraire renforcé la pertinence, venant à l'appui des démonstrations du Pentagone.

Deuxièmement, le choc du 11 septembre a favorisé un consensus politique autour du caractère prioritaire de la protection du territoire américain et de la modernisation de l'outil militaire.

Enfin, la perspective d'un contexte budgétaire totalement nouveau, et beaucoup plus favorable à la défense, a rendu bien moins nécessaires les arbitrages douloureux que laissaient présager les projets initiaux de Donald Rumsfeld. Les préoccupations de la

nouvelle administration ont ainsi pu être prises en compte sans pour autant imposer une remise en cause trop radicale de l'organisation et de l'équipement des forces.

Ce contexte bien particulier donne à la Quadrennial Defense Review du 30 septembre 2001 une double caractéristique :

- Elle reflète la continuité plus qu'elle ne constitue une rupture dans la politique de défense des États-Unis,
- Elle entérine néanmoins et accentue des inflexions amorcées depuis la fin de la guerre froide et formalise les grandes lignes d'une « transformation » de l'outil militaire américain.

3.2 LA CULTURE STRATEGIQUE DES ETATS-UNIS

La culture stratégique américaine se caractérise par un goût prononcé pour les stratégies directes. L'Amérique n'est véritablement à son aise que face à un ennemi déclaré, visible, dangereux ou présumé tel, et contre lequel elle peut appliquer efficacement ses forces et son énergie : Allemagne et Japon lors de la Seconde Guerre mondiale, bloc soviétique dans le contexte de la guerre froide, Irak pendant la guerre du Golfe. Alors, le pays tout entier participe à la croisade contre un adversaire qui, souvent, incarne le mal : les guerres dans lesquelles s'investit la nation doivent être des "guerres justes".

Dans d'autres circonstances, comme celles qui prévalent aujourd'hui, l'Amérique est moins sûre de la direction stratégique à adopter, d'autant que la cohésion politique est moins forte et l'opinion publique capricieuse. La politique étrangère de l'Amérique se définit traditionnellement à partir de la volonté de promouvoir la démocratie dans le monde et à travers une certaine vision des relations inter étatiques, mélange subtil de légalisme, de moralisme et de pragmatisme. Les États-Unis redoutent deux dangers fondamentaux : ceux qui mettent en péril leur territoire, y compris leurs zones d'influence, et ceux qui mettent à mal la légitimité de leur idéologie, comme le faisaient les marxistes. Ce double danger fut l'une des caractéristiques principales de la guerre froide. Désormais, l'idéologie américaine n'est plus contestée et son territoire n'est guère menacé que par les risques posés par le terrorisme et la prolifération nucléaire. Le fait que la menace extérieure directe se soit sensiblement atténuée explique en grande partie pourquoi la stratégie américaine de l'après-guerre froide a été aussi lente à se dessiner.

3.3 LA SECURITE NATIONALE DES ETATS-UNIS

Le président Bush a exposé, le 20 septembre 2001, une nouvelle stratégie de sécurité nationale qui renonce essentiellement à la dissuasion, concept qui dominait la politique de défense à l'époque de la guerre froide, en faveur d'une stratégie conjuguant l'action préventive contre les États hostiles et contre les groupes terroristes - ce qui suppose une transformation des forces armées américaines - et l'aide au développement économique et social grâce à la promotion du libre-échange et de la démocratie et à la lutte contre les maladies.

La défense des États-Unis contre leurs ennemis est la première obligation du gouvernement envers le peuple américain, a déclaré M. Bush dans l'introduction de sa « Stratégie de sécurité nationale ». « Aujourd'hui, cette tâche a profondément changé, note-t-il. Les ennemis du passé avaient besoin d'armées puissantes et de grandes capacités industrielles pour mettre l'Amérique en danger. Aujourd'hui, de ténébreux réseaux d'individus peuvent semer le chaos et infliger de grandes souffrances sur nos rives pour un prix inférieur à celui d'un char d'assaut. » Pour parer à cette menace, les États-Unis doivent faire usage de toutes les ressources dont ils disposent dans leur arsenal, « la force militaire, une meilleure défense de notre territoire, l'application des lois, le renseignement, et de vigoureux efforts pour couper les ressources financières des terroristes », dit M. Bush.

Le danger le plus grave auquel doivent faire face les États-Unis, note le président, « se situe au confluent du radicalisme et de la technologie ». M. Bush signale que les terroristes et les ennemis des États-Unis sont déterminés et cherchent vigoureusement et ouvertement à se doter et à faire usage d'armes de destruction massive.

La stratégie de sécurité énonce la politique que poursuivront les États-Unis pour identifier toute menace terroriste et pour la réduire à néant avant qu'elle n'atteigne l'Amérique. « Les États-Unis s'efforceront constamment de rallier l'appui de la communauté internationale, mais ils n'hésiteront pas à agir seuls, s'il le faut, pour exercer leur droit de légitime défense en agissant préventivement contre ces terroristes afin de les empêcher de porter atteinte au peuple et à la nation américaine », peut-on lire dans le document de la stratégie.

Le document de la stratégie décrit également dans ses grandes lignes une politique d'intervention conjointe avec d'autres nations pour désamorcer les conflits régionaux, empêcher les ennemis des États-Unis de faire usage d'armes de destruction massive contre eux, leurs alliés et leurs amis, appuyer et favoriser l'instauration d'une ère nouvelle de

croissance économique mondiale par la mise en place de marchés libres et la pratique du libre-échange, accroître l'élaboration de sociétés ouvertes et l'établissement de l'infrastructure de la démocratie, réduire les ravages du VIH/sida et des autres maladies infectieuses, et transformer les forces armées américaines pour relever les défis du XXI^e siècle.

« Les États-Unis tireront parti des possibilités qui s'offrent à eux en cette conjoncture pour étendre les bénéfices de la liberté au monde entier », a déclaré le président. Il a précisé « Nous nous emploierons à porter l'espoir de la démocratie, du développement, des libres marchés et du libre-échange aux quatre coins du monde. Les États-Unis se tiendront aux côtés de tout pays déterminé à bâtir un avenir meilleur en cherchant à offrir les avantages de la liberté à son peuple. »

M. Bush a noté que les États-Unis étaient également attachés à l'existence d'institutions durables telles que les Nations unies, l'OTAN, l'Organisation Mondiale du Commerce et l'Organisation des États Américains.

Aujourd'hui, la différence entre politique intérieure et politique étrangère tend à s'effacer. Dans une société planétaire, les événements qui surviennent en dehors des États-Unis influencent profondément sur ce qui se passe à l'intérieur. Leurs sociétés doivent être ouvertes aux gens, aux idées et aux produits du monde entier. Face au terrorisme, les éléments chers à leur cœur – leur liberté, leurs villes, leurs moyens de circulation, la vie moderne – sont vulnérables. Cette vulnérabilité demeurera longtemps après qu'ils auront traîné en justice les responsables des attentats du 11 septembre. Au fur et à mesure que le temps passe, il est possible que les individus aient accès à des moyens de destruction réservés jusqu'alors aux armées, aux flottes et aux escadrilles. Ce sont les nouvelles conditions de leur vie. Les Américains doivent s'adapter et prospérer – malgré tout.

QUATRIEME PARTIE

LA STRATEGIE ET LA POSTURE AMERICAINE

4.1 LA STRATEGIE AMERICAINE

4.1.1 STRATEGIE DE LA GUERRE PREVENTIVE

C'est une stratégie récente désigné contre les terroristes, voire même le pays qui a tendance à menacer un autre pays. Les États-Unis sont le pays le plus concerné, car les mouvements anti-américaines augmentent de plus en plus comme énoncée par le Président dès septembre : Les Etats qui abritent ou aident des terroristes seront traités comme eux, et ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous. : « ceux qui nous aident seront récompensés, ceux qui ne font pas ou pas assez seront sanctionnés, ceux qui s'opposent à nous seront écrasés, rayés de la planète » ... « Tout suspect est réputé coupable, toute loi internationale qui nous gêne cessera d'être appliquée malgré notre, et nous n'attendrons plus jamais qu'une menace se matérialise pour frapper ... Notre doctrine, c'est la guerre préventive ». La guerre préventive, elle, tient lieu de doctrine : « Si nous attendons que les menaces se concrétisent pour agir, c'est que nous aurons attendu trop longtemps » (George W. Bush, West Point, juin 2002). Comme il y a un an, George W. Bush cherche à rallier le monde, mais le monde a pris ses distances. «Il y a un an, les gens tout autour de la planète allumaient des bougies pour les États-Unis. Aujourd'hui, le moyen le plus aisé pour se faire acclamer dans les rues est de dénoncer les politiques américaines», constate le chroniqueur Fareed Zakaria, dans Newsweek.

Depuis, la politique étrangère de George W. Bush est revenue sur les rails qui avaient été posés avant le 11 septembre : la continuité l'emporte aujourd'hui sur le changement. Imprégnée des idées des «néo-conservateurs» réaganiens, cette politique part du principe que les États-Unis doivent défendre leurs intérêts (et eux seuls) avec plus d'agressivité et refuser de se laisser freiner par des discussions avec d'autres pays ou, par les contraintes imposées par des institutions internationales, comme l'ONU.

Cette doctrine de la « guerre préventive » a été appliqué contre des talibans afghans. Bush n'a pas su, ou n'a pas cru bon, entretenir la solidarité avec ses alliés. Après l'effondrement des talibans afghans, il a renoué avec l'unilatéralisme qui avait caractérisé

le début de son mandat. Il l'a même accentué. En décembre 2001, il déchire le traité ABM de 1972 limitant les systèmes anti-missiles. En janvier, il part en campagne contre «l'axe du Mal». En juin, il s'aligne sur les vues d'Ariel Sharon exigeant l'éviction de Yasser Arafat. Dans un discours à West Point, il avance sa doctrine de la «guerre préventive», sans précédent dans les relations internationales. En juillet, il tente de saboter la naissance de la Cour pénale internationale (CPI)... A chaque fois, ses alliés protestent.

Pourquoi ce changement de pied, alors que la campagne contre le terrorisme avait si bien commencé ? La quasi-totalité des pays du monde s'était rangée aux côtés des États-Unis. Bush avait pris soin de vanter l'islam «religion de paix». Il avait même paru s'intéresser au conflit du Proche-Orient, appelant de ses vœux la création de l'Etat de Palestine. En Afghanistan, l'association entre les B52 américains et les chevaux de l'Alliance du Nord avait bien fonctionné : le régime taliban s'était effondré, et le monde avait été soulagé de voir danser les Afghans dans les rues de Kaboul.

Mais la «guerre contre le terrorisme» n'est guère allée plus loin. Les succès ont pris fin en décembre, à Tora Bora. Depuis, personne ne sait où est passé Oussama ben Laden, dont le rôle exact dans les attentats reste encore incertain. A défaut de progresser dans sa guerre contre Al-Qaeda, George W. Bush aurait pu choisir de s'attaquer aux causes du terrorisme. Il s'y est refusé, au nom de la «clarté morale». On lui prête même ce mot : «La seule cause du terrorisme, ce sont les terroristes.» Vrai ou faux, la formule résume bien le blocage vécu par Bush et son équipe fin 2001. Les Etats-Unis se sentent de moins en moins liés par les lois internationales régissant les rapports entre Etats et ils sont de plus en plus réticents à apposer leur signature au bas de documents ou de traités qui limitent leur liberté d'action – qu'il s'agisse d'écologie, de désarmement, de justice internationale ou de droit de femmes.

4.1.2 STRATEGIE D'ALLIANCES

C'est un travail difficile. Pour cela, les États-Unis prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ensemble des pays que leur engagements en faveur de la sécurité dans le monde et de la protection des Américains ne seront pas entravés par les pouvoirs d'investigation, d'enquête et de poursuite du tribunal pénal international, dont la juridiction ne s'étend pas aux Américains et qu'ils refusent. Les États-Unis travailleront en collaboration avec d'autres nations pour éviter les complications au cours de leurs opérations militaires, dans le cadre d'accords multilatéraux ou bilatéraux qui protégeront

leurs ressortissants. Les États-Unis feront jouer les dispositions de l'Américain « Service Members Protection Act », qui assure en tout lieu la protection des personnels et des citoyens américains.

Leurs diplomates sont en première ligne lorsqu'il s'agit de mener des négociations délicates, d'affronter les guerres civiles et autres catastrophes humanitaires. Une coopération internationale efficace est indispensable pour remplir ces missions avec succès, étant entendu que les Américains s'engagent de leur côté à jouer pleinement leur rôle. De même que leurs instructions diplomatiques doivent s'adapter de façon à s'ouvrir sur le monde, ils ont besoin de mettre en place une meilleure approche de l'information destinée au public, de façon à ce que les gens, à travers le monde, connaissent et comprennent mieux l'Amérique. La guerre contre le terrorisme n'est pas un choc entre deux civilisations. Toutefois, elle révèle une faille à l'intérieur d'une civilisation, un combat à mener pour l'avenir du monde musulman. C'est un combat d'idées, un domaine dans lequel les Américains devraient exceller.

Les innovations passeront par l'expérimentation de nouvelles tactiques, le renforcement des opérations communes, une meilleure exploitation des services de renseignement et la mise en œuvre des plus récentes avancées de la science et de la technologie. Ils doivent transformer le traitement des informations fournies par leurs services secrets et l'adapter à la nature nouvelle de la menace. Leurs services de renseignements doivent être intégrés à leurs systèmes de défense et fonctionner en collaboration avec ceux de leurs alliés et amis.

Les initiatives prises dans ce domaine seront les suivantes :

- Autorité renforcée pour la directeur de la CIA.
- Etablissement d'une nouvelle grille pour les mises en garde des services secrets, qui prenne en compte de façon fluide et intégrée tous les cas de figure qui se présentent pour eux-mêmes et pour leur alliés.
- Poursuite du développement de nouvelles méthodes pour la collecte des informations.
- Investissement dans les capacités futures.
- Collecte des informations à tous les niveaux du gouvernement contre les menace terroristes, suivie d'une analyse détaillée.

4.1.2.1 LES ALLIANCES AVEC DES PAYS ARABES

Tout sépare les États-Unis et l'Arabie Saoudite, tout, sauf le pétrole et ses richesses dérivées. Après le 11 septembre, les deux pays n'ont d'autre option que de se combattre ou de s'entendre. Et s'entendre, chacun ayant un poids considérable auprès de ses propres alliés, c'est se partager le travail pour en arriver à la paix au Proche-orient : liquider Saddam et créer un état palestinien.

George et Barbara Bush entretiennent depuis longtemps des liens avec l'Arabie Saoudite. L'ancien président a fait toute sa carrière dans l'industrie pétrolière texane qui a mis sur pied, pour des honoraires fabuleux, toute la production de pétrole saoudienne au cours du demi-siècle écoulé. Les monarques saoudiens ont contribué largement au budget de la bibliothèque présidentielle contenant les archives de George H. Bush à Collège Station, Texas.

Cela a certainement contribué à ce que le président Bush décide de jouer la carte saoudienne dans la stratégie d'alliances compliquées qu'il monte au Moyen-Orient. Le but : poursuivre la guerre contre le terrorisme en Irak, et déposer Saddam Hussein, en le remplaçant par le Congrès National Irakien de l'opposant en exil Ahmed Chalabi. Les moyens : s'assurer de l'appui de suffisamment de pays arabes dits modérés pour que la guerre contre Saddam ne paraisse pas être une croisade (terme malheureux utilisé par Bush quelques jours après le 11 septembre) anti-musulmane. C'est la large coalition souhaitée par Colin Powell.

Bush, qui a de la sympathie, presque de l'affection pour Ariel Sharon, s'est apparemment bien entendu avec Abdullah. Bush père n'a pas hésité à téléphoner au prince héritier saoudien de retour à Riyad pour lui confirmer que son fils "pensait bien". Le but est le suivant : créer un "front modéré" comprenant l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Jordanie, et auquel est même invitée la Syrie de Bachar El-Assad.

Ainsi les liens politiques, économiques, militaires et humains entre les États-Unis et Israël sont anciens, multiples et très solides. Ils tirent aussi leur force d'une communauté de valeur profondément ressentie dans les milieux dirigeants américains. Il est fréquemment souligné, la délégation a pu le vérifier, qu'Israël est le seul état démocratique de toute la région proche et moyen-orientale. On pourrait ajouter qu'il s'agit également de la seule économie de marché de la zone. Les deux Etats ont été créés par des pionniers animés d'un idéal voisin, et partagent le même héritage judéo-chrétien. Enfin, si la

communauté juive ne représente que 2,3% de la population américaine, l'influence des liens personnels très denses entre Américains et Israéliens s'exerce dans de nombreux secteurs de la société, et au-delà même de cette communauté.

Cette solidarité traditionnelle entre les deux pays prend toutefois une forme nouvelle. Au cours des dix dernières années, les défenseurs d'un soutien plus affirmé à Israël ont rencontré un écho grandissant.

4.1.2.2 COOPERATION ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

L'Amérique mettra en œuvre ses stratégies en organisant des coalitions – aussi larges que possible – d'états disposés à promouvoir un équilibre des forces propre à favoriser la liberté. La mission essentielle de l'OTAN – la défense collective de l'alliance transatlantique – demeure inchangée, mais cet organisme doit envisager de nouvelles structures, de façon à remplir cette mission dans des circonstances nouvelles. L'alliance doit être en mesure d'agir partout où ses intérêts sont menacés, en créant des coalitions sous mandat de l'OTAN ou en se ralliant à des coalitions existantes.

4.1.3 STRATÉGIE MILITAIRE

Il est temps de réaffirmer le rôle essentiel des forces militaires américaines. Pour cela, les États-Unis doivent construire et entretenir leurs moyens de défense de façon à ce qu'ils restent inégalés. Leur priorité militaire majeure est de défendre les États-Unis. Cependant, les menaces et les ennemis qu'ils affrontent ont changé, et ils doivent adapter leurs forces en conséquence.

La présence des forces américaines à l'étranger est l'un des symboles les plus forts de l'attachement des États-Unis envers ses alliés et amis. Pour faire face aux incertitudes et pour mener à bien les différentes missions de sécurité, l'Amérique aura besoin de bases et de cantonnements en Europe occidentale, en Asie du Nord-Est et bien au-delà ; il lui faudra aussi négocier des accords d'accès temporaires pour de déploiement à longue distance de ses troupes.

4.1.3.1 CHUTE DES DEPENSES MILITAIRES ET BOTTOM UP REVIEW

La culture stratégique américaine a toujours privilégié les considérations budgétaires et la maximisation des investissements militaires du pays. L'époque de la guerre froide fut particulièrement propice aux analyses de type coûts/bénéfices. Les considérations

budgetaires sont aujourd'hui, plus que jamais, au cœur des débats stratégiques américains. En termes budgétaires, la fin de la guerre froide a entraîné de sérieux changements. Sur les cinq dernières années, le budget américain de la défense a chuté d'environ 30%. Cette chute des dépenses militaires a provoqué une réduction du nombre de troupes et la fermeture de nombreuses installations militaires. L'industrie de l'armement, largement dépendante du Pentagone, est elle-même en pleine phase de transition avec la multiplication des "mergers" qui éliminent les entreprises les plus faibles. Les industriels de la défense, avec l'appui du gouvernement et le soutien d'importantes subventions, investissent les marchés mondiaux de l'armement. Néanmoins, les budgets actuels alloués à la défense sont beaucoup plus élevés que ceux de n'importe quel autre pays et représentent près de 37 % des dépenses militaires mondiales. Ils correspondent donc à la volonté des dirigeants américains de maintenir le statut de superpuissance.

La réduction des budgets alloués à la défense s'est accompagné d'un renouvellement de la doctrine militaire officielle du Pentagone. Le "quadrennial review" qui détermine la stratégie militaire officielle a lieu tous les quatre ans. Le dernier rapport officiel remonte à 1993. Connu sous le nom de "bottom up review", ce rapport marque la rupture avec la stratégie de la guerre froide et entérine la fin de la rivalité Est-Ouest. Selon la nouvelle doctrine, les États-Unis doivent être capables de gagner seuls deux guerres régionales de type classique contre des États hostiles de puissance moyenne. Plus précisément, l'Amérique doit pouvoir vaincre simultanément (ou presque) l'Irak et la Corée du Nord et réunir près de 400 000 troupes sur chaque théâtre d'opérations ("two nearly simultaneous Major Regional Contingencies")⁷. Cette doctrine est loin de faire l'unanimité dans les milieux militaires - où l'on s'interroge sur son application réelle.

Le Pentagone, dirigé depuis le début de l'année (1997) par le républicain William Cohen, nommé par B. Clinton, doit fournir son nouveau rapport sur la direction stratégique des quatre prochaines années au printemps 1997. La question que se posent les stratèges du Pentagone est de savoir si l'Amérique doit préserver la posture stratégique des "deux guerres." Outre de savoir si cette approche répond véritablement aux menaces présentes et correspond au contexte géostratégique, l'un des problèmes est de déterminer si les budgets actuels permettent aux États-Unis de se préparer à combattre avec succès sur deux théâtres régionaux tout en effectuant la modernisation en profondeur de leurs forces armées que de nombreux observateurs estiment nécessaire. Il est probable que le Pentagone favorisera la voie de la modernisation mais tout semble indiquer, pour l'instant, que la stratégie des

"deux guerres" sera préservée, avec quelques modifications. Pour concilier ces deux extrêmes, avec des budgets stationnaires, l'armée va probablement être contrainte à réduire le nombre de ses troupes. Réduite mais flexible et plus technique, cette armée devrait pouvoir assurer les missions humanitaires et les missions de maintien de la paix tout en étant capable de combattre dans deux conflits régionaux. Même si le Pentagone revoyait à la baisse le nombre de troupes nécessaires pour combattre sur deux théâtres régionaux, l'armée américaine se verrait contrainte, dans cette éventualité, d'abandonner ses missions humanitaires pour envoyer ses troupes au combat. En tout état de cause, le Pentagone prévoit une période de "pause stratégique" pour les quinze prochaines années, où aucun adversaire majeur ne devrait émerger pour remettre en cause la suprématie américaine mais où la gamme des menaces contre la sécurité du pays va s'étendre. S'il se confirme que cette nouvelle direction stratégique est adoptée, la rupture avec le passé continuera à s'effectuer, mais de manière très progressive, et le rôle de la technologie ira en s'accroissant.

4.1.3.2 LA REVOLUTION TECHNICO-MILITAIRE

Le XX^e siècle a déjà subi deux révolutions stratégiques résultant des progrès de la technologie militaire. L'apparition des avions et des chars lors de la Première Guerre mondiale a donné lieu aux doctrines de la guerre mécanisée et l'explosion de la première bombe nucléaire à la fin de la Seconde Guerre mondiale a entraîné une révolution stratégique. Dans les deux cas, il fallut un certain temps pour que les nouvelles doctrines s'affirment.

L'origine de la révolution actuelle (Revolution in Military Affairs ou RMA) remonte aux dernières années de la guerre froide. Les Russes furent les premiers à prendre conscience de l'importance que revêtait l'application des nouvelles technologies comme l'informatique à la guerre. Visionnaires, ils ont été prompts à comprendre qu'il serait extrêmement difficile de suivre les États-Unis dans cette voie. Jusqu'à présent, aucune doctrine prenant en compte la révolution technologique n'a véritablement émergé mais de nombreux chercheurs et spécialistes travaillent actuellement sur ce problème, que ce soit dans les "think-tanks" ou au Pentagone, notamment au bureau chargé de la prospective.

Les stratèges et dirigeants politiques débattent dorénavant de la nécessité d'investir dans la recherche et le développement des technologies plutôt que dans d'autres champs d'activités de la défense. Peu à peu, les dirigeants américains prennent conscience que

l'engagement du pays dans cette voie pourrait lui offrir, par rapport à ses adversaires et ses alliés, un avantage à la fois considérable et durable qui aurait pour effet principal de décourager les ambitions de la Chine et de la Russie.

Plusieurs facteurs donnent à penser que l'Amérique s'engagera énergiquement, à long terme, dans la voie de la modernisation. Tout d'abord, la culture stratégique américaine a toujours favorisé un certain goût pour la technologie militaire. Si l'Amérique a découvert Clausewitz et notamment son concept de friction, la tendance générale a traditionnellement consisté à lier la supériorité stratégique et à chercher à éliminer les risques de friction. Ensuite, l'évolution récente de la société permet difficilement aux dirigeants de s'engager dans des conflits potentiellement meurtriers ou de type prolongé. Or, les nouvelles technologies, au moins théoriquement, promettent des activités guerrières plus aseptisées et moins meurtrières (en particulier pour ceux qui bénéficient de nouveaux équipements) et des engagements courts et concentrés. La précision des nouveaux systèmes d'armements et le développement d'armes à énergie dirigée promettent aussi de réduire les risques pour les populations civiles et pour les combattants. La révolution technico-militaire n'aura probablement qu'une incidence relative sur certains types de conflits, à commencer par les conflits de basse intensité, mais elle promet de modifier radicalement les données stratégiques au XXI^e siècle.

4.1.3.3 STRATEGIE NUCLEAIRE

Née avec la rivalité entre les deux blocs, la première phase de l'ère nucléaire s'est achevée avec l'affaiblissement de l'URSS. À bien des égards, la stratégie nucléaire de l'Amérique reflète les transformations stratégiques de l'après-guerre froide et allie une doctrine résiduelle de la guerre froide avec une stratégie qui tente de s'adapter aux transformations actuelles. L'ère classique de la stratégie nucléaire, comme on l'appelle désormais, a été marquée par la dissuasion et la non-utilisation de l'arme atomique. Paradoxalement, la fin de la guerre froide semble avoir augmenté les risques d'utilisation alors que le danger d'une confrontation majeure entre les deux superpuissances nucléaires s'est estompée. Désormais, la dissuasion doit être redéfinie et la non-utilisation doit être assurée d'une autre manière, les liens qui rattachaient auparavant ces deux éléments l'un à l'autre s'étant brusquement distendus.

La dissuasion forme toujours le noyau de la stratégie nucléaire américaine mais certaines questions se posent dorénavant : quel va être le rôle de la dissuasion dans la stratégie

globale de l'Amérique, quel sera-t-il par rapport à la Russie et la Chine, par rapport à l'Europe, par rapport à la stratégie militaire conventionnelle, et par rapport aux États à prétention nucléaire hostiles ? Les deux anciennes superpuissances possèdent toujours des arsenaux nucléaires importants et les dirigeants américains n'ont qu'une confiance modérée dans les intentions de la Russie, d'autant que son avenir politique demeure incertain. La Chine reste une puissance nucléaire. En Europe, les dissuasions nucléaire et conventionnelles sont désormais découplées. Étant donné la complexité et l'importance de la problématique, dont la solution ne repose pas uniquement sur la volonté américaine, la transformation de la stratégie nucléaire sera probablement l'une des plus lentes à s'accomplir. À l'heure actuelle, l'Amérique pousse la Russie à ratifier le traité Start II. À Washington, des voix grandissantes s'élèvent pour postuler l'adoption d'une posture favorisant une "dissuasion minimale".

Pour ce qui concerne les risques d'utilisation, l'Amérique a agi avec efficacité. La prolifération nucléaire représente, avec le terrorisme - y compris le terrorisme nucléaire -, l'un des dangers que le Pentagone prend le plus au sérieux. Les États-Unis fournissent, à travers les programmes Nunn-Lugar financés par le Pentagone, une aide importante aux anciennes républiques soviétiques pour démanteler les arsenaux nucléaires, et les Américains ont œuvré avec succès afin de renforcer le traité de non-prolifération nucléaire, dont la prorogation est, depuis 1995, illimitée. L'Amérique s'active aussi pour contenir les risques de prolifération chez les États dits hostiles, dont la liste comprend l'Irak, la Corée du Nord, l'Iran. Elle a conclu des accords avec la Corée du Nord (comprenant la construction de deux réacteurs nucléaires) et avec l'Ukraine. Et l'option de l'attaque préventive contre un État hostile n'est pas exclue des calculs stratégiques du Pentagone qui poursuit par ailleurs son programme de défense contre les missiles balistiques (Ballistic Missile Defense) dont le budget pour 1998 est fixé à \$ 3,5 milliards⁹.

4.1.3.4 RENSEIGNEMENT

Avec le retrait de la menace soviétique, l'Amérique doit également repenser le rôle de ses services de renseignement. La guerre froide a largement contribué à l'édification d'une immense infrastructure consacrée au renseignement, dont l'une des pièces maîtresses, mais non la seule, était et demeure la CIA (Central Intelligence Agency). Une telle infrastructure constituait, en fait, une anomalie pour une société ouverte comme les États-Unis, et se justifiait, ou était justifiée, par la rivalité entre les deux blocs. La fin de la guerre froide

entraîne logiquement une réévaluation du rôle des services de renseignement dans les affaires de sécurité du pays, d'autant plus que la CIA s'est largement discréditée au moment de la chute de l'Union soviétique qu'elle n'avait su, ou voulu, prévoir.

La transformation des services de renseignement est affectée par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les intérêts et les objectifs de l'Amérique ne sont pas suffisamment bien définis à l'heure actuelle pour que l'on puisse savoir avec exactitude quels types de services vont être nécessaires dans l'avenir. Ensuite, la transparence, réclamée désormais par la société américaine, rend délicate la tâche des services fonctionnant, par définition, dans le secret. Les affaires récentes d'espionnage de hauts fonctionnaires à la CIA, et la méfiance qui prévaut aux États-Unis depuis les années 70, rendent cette tâche encore plus difficile. Enfin, les agences comme la CIA sont d'immenses bureaucraties qui sont difficiles à faire bouger, structurellement autant qu'idéologiquement. Les conflits internes entre les diverses agences de renseignements - il en existe douze sans compter le FBI - ne contribuent guère à faciliter le processus. Dans le domaine du renseignement aussi, les transformations effectives ne sont pas à la mesure des changements intervenus à la fin de la guerre froide.

S'il est une leçon à retenir de l'invasion du Koweït par l'Irak, c'est l'importance que revêt toujours l'HUMINT (Human intelligence) à une époque où la technologie liée au renseignement, notamment les satellites, est en train d'effectuer un bond en avant. La révolution technico-militaire va transformer le fonctionnement des services de renseignement des forces armées. Dans le domaine du "renseignement tactique", c'est-à-dire de l'information retransmise directement sur le champ de bataille, les progrès technologiques vont permettre d'accélérer la transmission d'informations utiles aux combattants et d'offrir au commandement une meilleure vision d'ensemble du théâtre d'opération. La guerre électronique va prendre de l'ampleur dans les années à venir et les spécialistes de ce type de combat vont gagner en importance. Cette nouvelle dimension de la guerre va renforcer le rôle des services de renseignement et entraîner une réévaluation de la répartition du champ d'activité des agences de renseignement les unes par rapport aux autres.

Il demeure que les cibles principales des services de renseignement sont semblables à ce qu'elles étaient du temps de la guerre froide : les anciennes républiques soviétiques possédant un arsenal nucléaire, la Chine, autre puissance nucléaire non alliée, ainsi que les pays dits hostiles : Iran, Irak, Corée du Nord, et aussi Cuba et Libye. La fin de la guerre froide a mis en évidence un certain nombre de conflits naguère occultés par la rivalité des

deux grands. Une des formes de conflit qui a pris de l'importance ces dernières années est la bataille de l'espionnage industriel et économique, mettant aux prises certains alliés politiques, qui n'en sont pas moins des adversaires, ou du moins des compétiteurs, sur le plan économique et industriel. Le regain d'activités dans ce domaine, s'il n'est pas en rupture avec le passé, gagne en importance.

L'un des problèmes auquel va être confrontée l'Amérique dans l'avenir concerne la protection de son avance technologique. Si le Pentagone s'investit dans la recherche et le développement pour permettre à l'Amérique de consolider son avance technologique par rapport au reste du monde, il faudra aussi éviter que d'autres pays ne profitent de ces développements pour combler leur retard rapidement et à moindre frais. Dans ce domaine, la lutte pour le contre-espionnage devra être prise très au sérieux et risque d'exiger des budgets importants.

4.2 LA POSTURE AMERICAINE A MOYEN TERME

La lutte contre le terroriste est devenue l'enjeu numéro un du mandat de George W. Bush, et l'on peut s'attendre, au moins à court terme, à ce que la plupart des choix de politique intérieure et internationale soient examinés à l'aune de cet objectif. Ceci devrait avoir des conséquences sur la posture de défense des Etats-Unis.

La première conséquence pourrait être précisément un renforcement de cette posture de défense, au détriment des stratégies de projection de forces. En d'autres termes, la puissance militaire des Etats-Unis verrait ses missions recentrées sur la défense du territoire américain et des bases et intérêts à l'étranger, au détriment d'une utilisation de ces forces à des fins d'intervention extérieure. Par ailleurs, la tendance ne devrait pas être celle d'un abandon des systèmes de défense reposant avant tout sur la technologie, mais au contraire d'un renforcement de ces systèmes en même temps qu'un développement du facteur humain. En d'autres termes, tout ce qui servira la défense du pays sera considéré comme indispensable.

Ainsi, contrairement à ce que l'on pourrait légitimement conclure à la suite des attentats les attaques terroristes du 11 septembre qui loin d'être menées à l'aide de missiles intercontinentaux ont été perpétrées par détournement de moyens civils, n'ont pas rendu caduc le programme de défense antimissile mais pourrait bien avoir renforcé sa légitimité. Loin d'être perçue comme un contre exemple de l'utilité d'un tel système, la défense antimissile pourrait sortir renforcée de cette crise, ses partisans insistant précisément sur le risque qu'un groupe de terroristes mette la main sur des missiles et les lance contre le

territoire américain. C'est ainsi que, quelques jours seulement après les attentats, les sénateurs démocrates ont décidé de lever leurs objections au niveau de dépense portant sur la défense antimissile proposée par l'Administration pour 2002⁴. Depuis le 11 septembre, l'argument des Européens selon lequel les Américains auraient une fâcheuse tendance à surestimer la menace à des fins de développement industriel, est de plus en plus difficile à avancer. Ces attentats ont ainsi fourni une caution morale à tout programme militaire ou civil visant à accroître la protection du territoire et des intérêts des États-Unis dans le monde.

La seconde conséquence, découlant directement de la première, pourrait être une augmentation sensible du budget de défense américain. En dépit du fait que les États-Unis dépensent déjà 320 milliards de dollars par an pour leur défense, soit davantage que les vingt pays les plus dépensiers en matière militaire après eux. On peut s'attendre à ce que les responsables américains se montrent favorables à de nouvelles augmentations. Les chiffres oscillent à l'heure actuelle entre 20 et 40 milliards de dollars d'augmentation dans le prochain budget. Par ordre de comparaison, le budget militaire annuel de la France est de moins de 30 milliards de dollars.

Une telle attitude ne sera d'ailleurs pas sans poser certains problèmes de fond. En premier lieu se pose naturellement la question des moyens. Il est clair qu'une posture de défense renforcée coûte cher et qu'à l'heure où les États-Unis connaissent un ralentissement de leur croissance et que l'Administration Bush a décidé d'une réduction importante des impôts, on peut légitimement mettre en doute la capacité des États-Unis à assumer un tel choix. Du moins, des choix budgétaires délicats seront-ils exigés au détriment d'autres secteurs, comme ceux de l'éducation et de la santé.

Le deuxième problème est celui de la hiérarchisation des priorités. A force de dépenser sans discrimination, les États-Unis risquent précisément de se priver d'une réelle politique de défense, c'est-à-dire d'une stratégie qui après avoir hiérarchisé les menaces développe les moyens d'y faire face, en fonction des besoins relatifs. Une politique de défense tous azimuts court paradoxalement le risque de ne pas voir venir la menace.

⁴ Voir «Defense Authorization Bill passed Unopposed (99-0) in Senate 2 Oct. », Congressional Quarterly Weekly, 6 octobre 2001, vol. 59, na 31, p. 2351.

4.3 LE REDRESSEMENT DES BUDGETS MILITAIRES

Comme l'ont largement souligné les commentateurs, le budget du Pentagone va bénéficier d'une augmentation spectaculaire, passant de 300 milliards de dollars en 2001 à 331 milliards de dollars en 2002, puis, selon le projet en cours de discussion au Congrès, à 379 milliards de dollars en 2003, soit 3,3 % du produit intérieur brut et 15 % de plus par rapport à 2002. L'objectif est d'atteindre 450 milliards de dollars en 2007. A ces montants s'ajoutent entre 15 et 16 milliards de dollars annuels inscrits au budget du Département de l'énergie pour le nucléaire militaire.

4.3.1 EVOLUTION DES DÉPENSES DE DÉFENSE DE 2000 À 2007 (en milliards de dollars courants)

Autorisations de programme

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Département de la Défense	290,5	309,9	329,9	378,6	387,4	408,3	429,2	450,9
Total Défense nationale	304,1	329	350,7	396,8	405,6	426,6	447,7	469,8
Crédits de paiement								
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Département de la Défense	281,2	291,0	326,7	360,7	376,4	395,9	410,4	423,9
Total Défense nationale	294,5	308,5	348,0	379,0	393,8	413,5	428,5	442,5

4.3.2 PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU BUDGET DU PENTAGONE DE 2001 À 2007

(en milliards de dollars courants)

Autorisations de programme

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Personnel militaire	76,9	82,0	94,2	103,9	108,0	113,6	117,4
Opérations et maintenance	115,3	127,5	150,2	140,8	146,9	152,2	155,1
Acquisition d'équipements	62,6	61,1	68,7	74,7	79,1	86,9	98,9
Recherche et développement	41,6	48,4	53,9	57,0	60,7	58,9	58,0
Autres	10,5	12,2	12,3	11,5	14,1	18,0	22,0
Total	306,9	331,2	379,3	387,9	408,8	429,6	451,4

Comme le montrent les différents tableaux, l'ensemble des postes de dépenses bénéficient de la forte augmentation des crédits.

La progression des dépenses de personnel, alors que les effectifs restent stables, traduit la volonté exprimée par le président Bush dès son entrée en fonction d'améliorer et de revaloriser la condition militaire. Pour 2003, les soldes devraient augmenter de 4,1%, mais au-delà des seules rémunérations, l'effort portera également sur les conditions de vie des personnels, et notamment l'aide au logement et la couverture santé.

Les dépenses d'opérations et maintenance connaîtront une forte hausse en 2003, puis seront stabilisées par la suite. Représentant 150 milliards de dollars, soit plus de 35% du budget, elles intègrent un fonds d'urgence destiné à financer l'effort de guerre. Ce fonds doit permettre notamment de financer à hauteur de 10 milliards de dollars la campagne d'Afghanistan. Le coût de cette dernière étant évalué à 1,8 milliards de dollars par mois, il sera donc nécessaire de dégager des fonds supplémentaires en cours d'année. Le fonds d'urgence a également vocation à financer les achats de munitions ou les accélérations de programmes liées aux opérations en cours. Plus globalement, l'accent est mis par la nouvelle administration sur le vieillissement de nombreux matériels et sur la nécessité d'en renforcer l'entretien.

C'est sur les acquisitions d'équipements que portera l'augmentation la plus significative pour les années à venir. Parmi les commandes prévues pour l'année 2003, on mentionnera plus particulièrement l'achat de drones Global Hawk et Predator, la transformation de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins en sous-marins d'attaque dotés de missiles de croisière et la reconstitution de missiles de croisière Tomahawk, l'achat accéléré d'armes de précision telles que les bombes guidées laser et les kits de guidage JDAM (Joint direct attack munitions), la commande de 23 avions de combat F-22 pour l'US Air Force, la commande de 44 avions F 18 pour la Navy, la commande de cinq navires neufs, dont un sous-marin d'attaque et deux destroyers et l'achat de quatre appareils « Gunships » AC 130U pour les forces spéciales.

Enfin, l'effort de recherche-développement connaîtra lui aussi un relèvement significatif jusqu'en 2004, et sera ensuite stabilisé. Au titre de l'année fiscale 2003, le budget de la Missile defense agency représentera 7,8 milliards de dollars et le développement de l'avion de combat F 35 (Joint strike fighter - JSF) mobilisera 3,5 milliards de dollars. Parmi les autres programmes financés, on peut noter le système du combattant futur, l'hélicoptère de

combat Comanche, le destroyer DD-X, le satellite de communication à très haute fréquence, un radar spatial, le développement d'avions sans pilotes et de drones. Enfin, une dotation de 9,9 milliards de dollars sera consacrée aux études-amont.

L'une des caractéristiques des budgets annoncés pour les prochaines années est l'absence d'arbitrages entre les différentes priorités et les nombreux programmes. La priorité budgétaire reconnue à la défense élude un certain nombre de choix tout en permettant de financer les principaux objectifs de la « transformation » des forces armées.

On peut également remarquer que l'augmentation rapide des années 2002/2003 porte en germe un maintien à un haut niveau des dépenses militaires du fait de la nécessité de financer les nombreux programmes engagés.

CONCLUSION

L'attaque inouïe du 11 septembre a en fait transformé le terrorisme et révélé des terroristes d'un type nouveau. Parce qu'elle a frappé non pas une caserne ou une ambassade, mais les deux capitales mêmes, réputées hors de portée de tout agresseur, de la première puissance mondiale. Parce qu'elle a tué, en un jour, à New York et Washington, (presque) autant d'hommes et de femmes que quarante années de terrorisme dans le monde.

L'Amérique a découvert qu'elle était vulnérable, et elle en a été effarée ; non préparée à ce type de menace, sa direction a paniqué pendant plusieurs heures puis, s'étant ressaisie, ont eu honte d'elle-même et s'est juré de ne plus jamais se retrouver dans une situation aussi cauchemardesque.

Les guerres d'aujourd'hui sont devenues "des guerres entre peuples qui n'ont rien d'autre à se dire que l'impossibilité absolue d'être ensemble et qui n'ont rien à négocier. Ils perçoivent l'autre comme une menace absolue. L'objectif est que l'adversaire disparaisse, non pas qu'il négocie, qu'il cède ou qu'il vienne autour du tapis vert, mais qu'il disparaisse. Parce que son existence est une menace". Il ne s'agit plus d'États-nations établis, dont l'égalité, la légitimité, la souveraineté et le droit de gérer la violence étaient jadis garantis par les institutions internationales dont elles sont membres de droit, et qui se faisaient la guerre pour amener l'autre à la négociation.

La culture stratégique américaine se caractérise par un goût prononcé pour les stratégies directes. L'Amérique n'est véritablement à son aise que face à un ennemi déclaré, visible, dangereux ou présumé tel, et contre lequel elle peut appliquer efficacement ses forces et son énergie : Allemagne et Japon lors de la Seconde Guerre mondiale, bloc soviétique dans le contexte de la guerre froide, Irak pendant la guerre du Golfe. Alors, le pays tout entier participe à la croisade contre un adversaire qui, souvent, incarne le mal : les guerres dans lesquelles s'investit la nation doivent être des "guerres justes".

La guerre préventive est une stratégie récant désigné contre les terroristes ou le pays qu'il y a le tendant menacer un autre pays. Les États-Unis sont les pays qui plus concerné, car les mouvement anti-américaine de plus en plus augmenter.

Donc la lutte contre le terroriste est devenue l'enjeu numéro un du mandat de George W. Bush : La première conséquence pourrait être précisément un renforcement de cette

posture de défense, au détriment des stratégie de projection de forces ; La seconde conséquence, découlant directement de la première, pourrait être une augmentation sensible du budget de défense américain.

-oOHSOo-

BIBLIOGRAPHIE

- _ , « Jane's Defense Weekly », N° 11, One year on 911, September 2002.
- ACHCAR Gilbert, « Le Choc des barbaries, Terrorismes et désordre mondial », Enjeux du XXI^e siècle, Campin en Belgique, mars 2002.
- ANDREANI Gilles, « Après l'événement », Les conséquences du 11 septembre, Commentaire, N° 96, Hiver 2001-2002.
- Assemblée Parlementaire de l'OTAN, « L'évolution du terrorisme », Rapport AU 221 STC/MT(01)5, 17 octobre 2001.
- BELTRAN Jacques, « Les États-Unis à l'épreuve de la vulnérabilité », Revue trimestrielle "Politique étrangère" N° 4, Ifri, Paris, Octobre-December 2001.
- BONNEFOUS Marc, « Vers un rajeunissement conceptuel », Géopolitique (Revue trimestre) N° 76, 2002.
- CHARNAY Jean-Paul, « Terrorisme et culture », Centre d'étude et de recherches sur les stratégies et conflits, Les sept épées, Cahiers de la FEDN, n°20, 1981.
- DAGUZAN Jean-François, « Le terrorisme non conventionnel », Cahiers de la FRS, N°12, janvier 2000.
- DOMINIQUE David, « Sécurité : L'après – New York », Presses de sciences PO, février 2002.
- LEVEAU Rémy, « 11 septembre : le monde arabe à la croisée des chemins », Revue trimestrielle "Politique étrangère" N° 4, Ifri, Paris, Octobre-December 2001.
- MANSOUR Camille, « Israël et Les Etas-Unis ou les fondements d'une doctrine strategique », Armand Colin, mars 1995.
- POMIER Lise-Eliane (Traducteur) , « La stratégie des États-Unis », Sécurité nationale des États-Unis, mars 2002.
- SALVAN Jean G., « La culture politique et stratégie des Américains », Géopolitique N° 76, 2002
- SOMMIER Isabelle, « Le terrorisme », Dominos, Flammarion, 2000.
- WIEWORKA Michel, « Sociétés et terrorisme », Paris, Fayard, 1988.

LES CONSEQUENCES A MOYEN TERME DES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001 SUR LA STRATEGIE ET LA POSTURE AMERICAINE

TABLE DES MATIERES

	Page
SOMMAIRE -----	i
INTRODUCTION -----	1
PREMIERE PARTIE -----	3
LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001 -----	3
1.1 QUE PENSENT LES AMERICAINS DES ATTENTAS DU 11 SEPTEMBRE ? -----	3
1.2 L'HYPERFRAGILITE ET L'HYPERPUISSANCE -----	3
1.2.1 LES LEÇONS DE LA VULNERABILITE -----	4
1.2.2 EXPLORER LE VULNERABILITE D'UNE NATION -----	7
1.3 LES CONSEQUENCES SUR LES PAYS ARABES. -----	7
DEUXIEME PARTIE -----	9
LA GUERRE CONTEMPORAINE -----	9
2.1 LA FUTURE CONDUITE DE LA GUERRE -----	9
2.2 " TERRORISME ", LA NOUVELLE ET LA FUTURE MENACE -----	11
2.2.1 CARACTERISTIQUES DU TERRORISME TRADITIONNEL -----	11
2.2.2 TERRORISMES CONTEMPORAINS -----	13
2.2.3 TERRORISME PAR ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE -----	14
2.3 LA GUERRE DU TERRORISME INTERNATIONAL -----	15
2.3.1 CONFLIT DE CIVILISATION -----	15
2.3.2 LE BUT EST-IL L'APRÈS EFFET ÉCONOMIQUE ? -----	16
TROISIEME PARTIE -----	18
LA CULTURE POLITIQUE ET STRATEGIQUE, LA SECURITE NATIONALE DES ETATS- UNIS -----	18
3.1 LA CULTURE POLITIQUE DE DÉFENSE DES ETATS-UNIS -----	18
3.1.1 LA QUADRENNIAL DEFENSE REVIEW ET LA NUCLEAR POSTURE REVIEW -----	19
3.1.2 UNE CONFIRMATION DES GRANDES LIGNES DE LA « TRANSFORMATION » DE L'OUTIL MILITAIRE AMÉRICAIN -----	20
3.2 LA CULTURE STRATEGIQUE DES ETATS-UNIS -----	22
3.3 LA SECURITE NATIONALE DES ETATS-UNIS -----	23
QUATRIEME PARTIE -----	25

LA STRATEGIE ET LA POSTURE AMERICAINE-----	25
4.1 LA STRATEGIE AMERICAINE-----	25
4.1.1 STRATEGIE DE LA GUERRE PREVENTIVE-----	25
4.1.2 STRATEGIE D'ALLIANCES-----	26
4.1.2.1 LES ALLIANCES AVEC DES PAYS ARABES-----	28
4.1.2.2 COOPERATION ENTRE LES GRANDES PUISSANCES-----	29
4.1.3 STRATÉGIE MILITAIRE-----	29
4.1.3.1 CHUTE DES DEPENSES MILITAIRES ET BOTTOM UP REVIEW-----	29
4.1.3.2 LA REVOLUTION TECHNICO-MILITAIRE-----	31
4.1.3.3 STRATEGIE NUCLEAIRE-----	32
4.1.3.4 RENSEIGNEMENT-----	33
4.2 LA POSTURE AMERICAINE A MOYEN TERME-----	35
4.3 LE REDRESSEMENT DES BUDGETS MILITAIRES-----	37
4.3.1 EVOLUTION DES DÉPENSES DE DÉFENSE DE 2000 À 2007-----	37
4.3.2 PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU BUDGET DU PENTAGONE DE 2001 À 2007---	37
CONCLUSION-----	40
BIBLIOGRAPHIE-----	42
TABLE DES MATIERES-----	43

AVIS PERSONNEL

Avant de commencer ce mémoire je me permet de donner quelques remarques tout d'abord sur la stratégie guerre préventive qui semble très efficace pour une courte durée. J'imagine ce qui va se passer si tous les pays appliquent ce type de stratégie préventive quelque soient les raisons, ou alors qui peut appliquer ce type stratégie préventive. Et ensuite, y-a-t-il des grands scénarios derrière les attentats du 11 septembre ?, si oui, qui en était l'acteur et pour quelle raison ?. En espérant, comme M. George W. Bush le disait, que le bien battra toujours le mal (le mauvais). Mais malheureusement, c'est difficile de dire qui est le bien, ainsi que le mal, notions différentes selon les cas. Nous voulons tous la paix mais en même temps nous créons la violence : Hélas !

Si chacun pouvait choisir le lieu de sa naissance, certains
pays seraient complètement vides

(Eric Linklater)

Une nation est une société unie par les illusions de ses
origines et la haine de ses voisins

(William Inge)

Les grandes nations se sont trop souvent comportées comme
des gangsters et les petites comme des prostituées.

(Stanley Kubrick)